

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2018, les dépenses de consommation des ménages ont rebondi (+0,4 % après -0,2 %), en particulier les dépenses en énergie et en denrées alimentaires. La consommation de services a accéléré (+0,4 % après +0,1 %), portée, après les grèves du printemps, par le rebond de la consommation de services de transports.

Au quatrième trimestre 2018, la consommation ralentirait (+0,2 après 0,4) du fait du repli des dépenses en biens (-0,2 % après +0,4 %). La consommation d'énergie serait en hausse, mais les dépenses en biens issus de l'industrie automobile se replieraient fortement. La consommation de services augmenterait (+0,5 % après +0,4 %). Au premier semestre 2019, la consommation des ménages rebondirait (+0,7 % au premier trimestre) puis resterait solide au printemps (+0,5 %).

En moyenne sur l'année, la consommation des ménages augmenterait en 2018 à un rythme presque identique à celui de 2017 (+0,9 % après +1,1 %). Le pouvoir d'achat quant à lui croîtrait de +1,4 %, comme en 2017, malgré une légère accélération des prix. Le taux d'épargne serait légèrement supérieur à celui mesuré l'an passé (14,7 % contre 14,2 % en 2017).

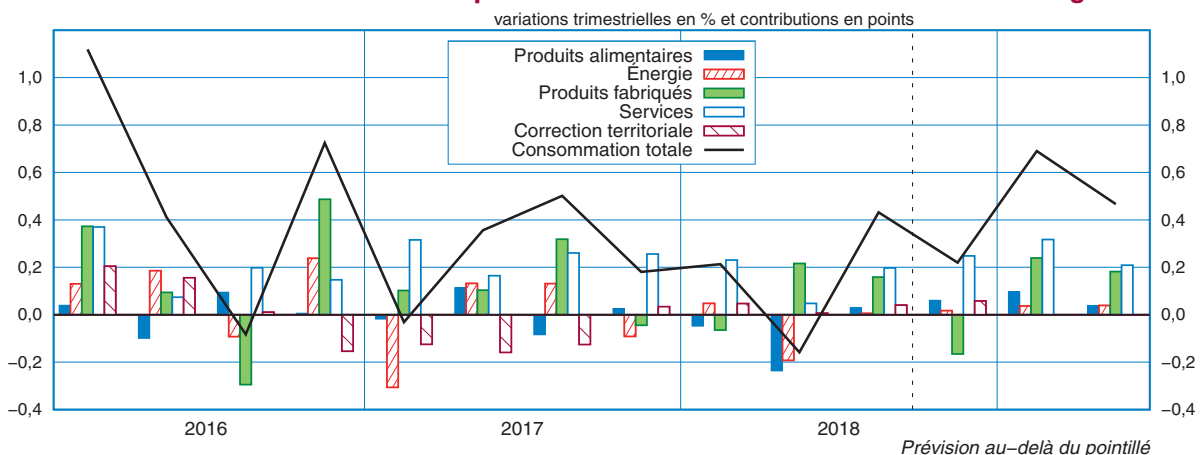
Après une croissance exceptionnelle en 2017 (+5,6 % après +2,8 %), l'investissement des ménages ralentirait nettement en 2018 avec la baisse du rythme des ventes de logements neufs. En moyenne sur l'année, il augmenterait de 1,5 % en 2018. Il diminuerait au premier semestre 2019. L'acquis de croissance annuelle de l'investissement des ménages atteindrait -1,0 % mi-2019.

La consommation a rebondi au troisième trimestre 2018

Au troisième trimestre 2018, la consommation des ménages a nettement rebondi (+0,4 % après -0,2 % au deuxième trimestre ; graphique 1). En effet, la consommation en biens s'est redressée (+0,4 % après -0,4 %), tandis que celle de services a légèrement accéléré (+0,4 % après +0,1 %). En particulier, les biens durables ont été très dynamiques pour le deuxième trimestre consécutif (+1,6 % après +1,6 %), portés par l'accélération de la consommation en équipement du logement (+1,4 % après +0,6 %) et le rebond de la consommation d'autres biens durables (+0,8 % après -0,5 %). La consommation de biens issus de l'industrie automobile a accentué son dynamisme (+1,8 % après +2,6 %), entraînée par le niveau exceptionnel des ventes de voitures neuves en août, en anticipation du durcissement des tests d'homologation des voitures neuves en Europe au 1^{er} septembre. La consommation de textile s'est repliée (-0,6 % après +0,8 %) et celle d'autres biens fabriqués s'est maintenue (+0,2 %, comme au trimestre précédent). La consommation alimentaire a cessé de diminuer (+0,2 % après -1,3 %), alors que celle de gaz et d'électricité s'est redressée (+1,4 % après -3,9 %). En revanche, la consommation de carburants s'est de nouveau repliée (-1,5 % après -0,2 %).

La consommation en services a quant à elle accéléré (+0,4 % après +0,1 %), portée par le rebond des services de transports après les grèves du printemps (+3,4 % après -2,9 %) et malgré le léger repli de la consommation de services d'hébergement-restauration (-0,3 % après +0,3 %).

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

Au quatrième trimestre 2018, la consommation ralentirait légèrement, malgré l'accélération du pouvoir d'achat

Au quatrième trimestre 2018, la consommation totale des ménages augmenterait de 0,2 % (*tableau*), ralentie notamment par la baisse de la consommation de voitures, par contrecoup du trimestre précédent. Les ménages lisseraient ainsi les effets sur leur consommation de l'accélération de leur pouvoir d'achat prévue ce trimestre (+1,3 % après +0,4 %). Cette prévision est cohérente avec les enseignements de l'enquête de conjoncture auprès des ménages de novembre 2018, qui ne laisse pas présager une accélération de la consommation à court terme (*éclairage*).

Après un net rebond au troisième trimestre (+0,4 %), la consommation en biens baisserait (-0,2 %). Les dépenses en énergie augmenteraient (+0,2 % après +0,1 %), malgré un repli de la consommation de gaz et d'électricité (-1,3 % après +1,4 %). En effet, les dépenses en carburants rebondiraient nettement (+2,1 % après -1,5 %). Les achats de biens durables se replieraient également (-1,1 % après +1,6 %), du fait de la baisse de la consommation en biens issus de l'industrie automobile (-2,9 % après +1,8 %) et du ralentissement de la consommation d'autres biens durables. La consommation de biens d'équipement du logement serait encore très dynamique (+1,4 % après +1,4 %). En revanche,

les dépenses en habillement diminueraient de nouveau au quatrième trimestre (-0,6 % après -0,6 %). La consommation alimentaire accélérerait légèrement (+0,3 % après +0,2 %). Au total, la consommation de produits manufacturés se replierait au quatrième trimestre (-0,1 % après +0,5 %).

La consommation de services augmenterait de nouveau (+0,5 % après +0,4 %), portée par le rebond des services d'hébergement-restauration (+0,6 % après -0,3 %) et malgré le net ralentissement des services de transports (+0,2 % après +3,4 %). La consommation de services pâtirait cependant du mouvement social des gilets jaunes (*éclairage*).

Au premier trimestre 2019, la consommation rebondirait

La consommation des ménages rebondirait au premier trimestre 2019 (+0,7 %) par contrecoup et sous l'effet des mesures de soutien au pouvoir d'achat, même si les ménages lissent en partie les effets des fluctuations trimestrielles de leur revenu. Elle resterait solide au deuxième trimestre (+0,5 %).

Dépenses de consommation et investissement des ménages

en %, volumes CJO-CVS aux prix de l'année précédente chaînés

	Variations trimestrielles en %										Variations annuelles en %			
	2017				2018				2019		2016	2017	2018	2019 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Dépenses totales de consommation des ménages	0,0	0,4	0,5	0,2	0,2	-0,2	0,4	0,2	0,7	0,5	2,0	1,1	0,8	1,4
(1) + (2) + (3)														
Services (1)	0,6	0,3	0,5	0,5	0,4	0,1	0,4	0,5	0,5	0,5	1,5	1,6	1,5	1,4
Biens (2)	-0,5	0,7	0,8	-0,2	-0,1	-0,4	0,4	-0,2	0,8	0,6	1,6	1,3	0,1	1,2
dont														
Alimentaire	-0,1	0,6	-0,5	0,1	-0,3	-1,3	0,2	0,3	0,6	0,2	0,5	0,3	-1,1	0,8
Produits agricoles (AZ)	-2,3	3,0	-0,9	-1,3	-0,3	-1,3	-2,1	0,6	1,1	0,4	1,0	-1,2	-2,9	0,4
Produits agroalimentaires (C1)	0,3	0,2	-0,4	0,4	-0,3	-1,3	0,6	0,3	0,5	0,2	0,4	0,6	-0,7	0,8
Énergie	-3,7	1,7	1,6	-1,1	0,6	-2,3	0,1	0,2	0,5	0,6	2,1	0,1	-0,7	0,5
Énergie, eau, déchets (DE)	-5,9	2,3	1,5	0,5	0,2	-3,9	1,4	-1,3	1,5	0,6	2,4	-0,6	-0,8	0,7
Cokéfaction et raffinage (C2)	-0,7	0,9	1,8	-3,2	1,2	-0,2	-1,5	2,1	-0,7	0,5	1,8	1,2	-0,6	0,4
Produits fabriqués (C3 à C5)	0,5	0,5	1,5	-0,2	-0,3	1,0	0,7	-0,8	1,1	0,8	2,4	2,6	1,3	1,7
Produits manufacturés (C1 à C5)	0,3	0,4	0,8	-0,2	-0,2	0,0	0,5	-0,1	0,7	0,6	1,6	1,8	0,4	1,3
Correction territoriale (3) = (4) - (5)	10,9	12,5	8,8	-2,2	-3,2	-0,4	-2,8	-4,2	-4,1	4,8	-25,2	34,4	-0,8	-5,3
Importations services touristiques (4)	-1,1	-0,1	0,7	3,1	2,4	1,2	1,2	0,2	0,2	0,2	3,3	-0,8	6,7	1,4
Exportations services touristiques (5)	2,2	3,6	3,3	1,3	0,6	0,7	0,0	-1,1	-1,0	1,5	-5,9	8,2	4,3	-0,6
Investissement des ménages	1,9	1,4	1,0	0,8	0,2	0,1	-0,1	-0,5	-0,4	-0,3	2,8	5,6	1,5	-1,0

Prévision

Source : Insee

Le taux d'épargne augmenterait au quatrième trimestre 2018, avant de diminuer au premier semestre 2019

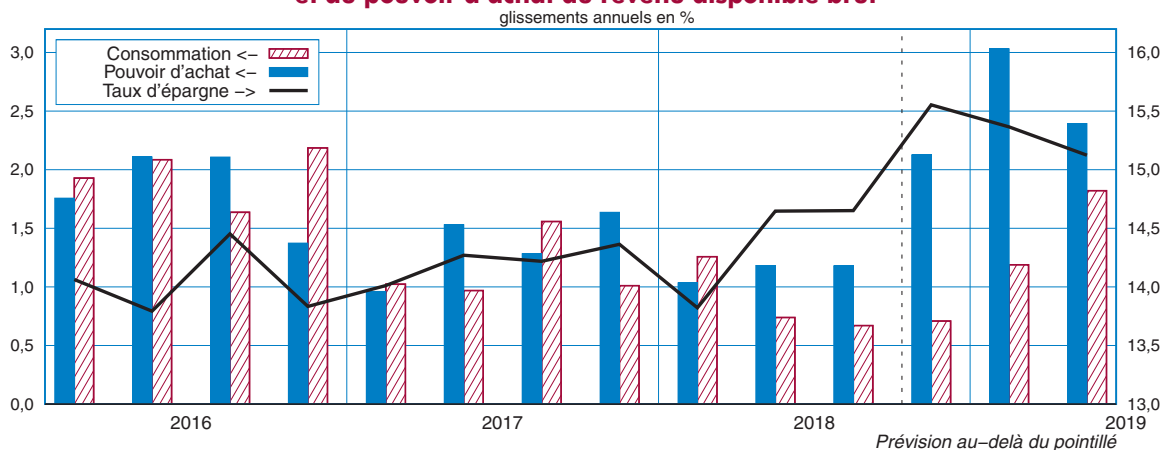
Fin 2018, le taux d'épargne des ménages augmenterait, passant de 14,7 % au troisième trimestre, à 15,6 % au quatrième trimestre (*graphique 2*), sous l'effet d'une accélération du pouvoir d'achat et d'une progression beaucoup plus modérée de la consommation. Sur l'ensemble de l'année 2018, le taux d'épargne serait légèrement supérieur à celui de 2017 (14,7 % contre 14,2 % en 2017). À l'inverse, il diminuerait au premier semestre 2019, passant de 15,4 % à 15,1 % mi-2019, avec le fléchissement du pouvoir d'achat. L'incertitude autour de ces prévisions est néanmoins accrue avec la mise en place début 2019 du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Les effets de trésorerie de ce dispositif seront par construction neutralisés par la correction des variations saisonnières, mais ils pourraient néanmoins jouer sur les comportements de consommation, à la hausse (avec le versement de l'acompte de 60 %

des crédits d'impôt en janvier) ou à la baisse (si l'on fait l'hypothèse d'un certain attentisme des ménages face à ce changement).

L'investissement des ménages ralentirait en 2018 et diminuerait en 2019

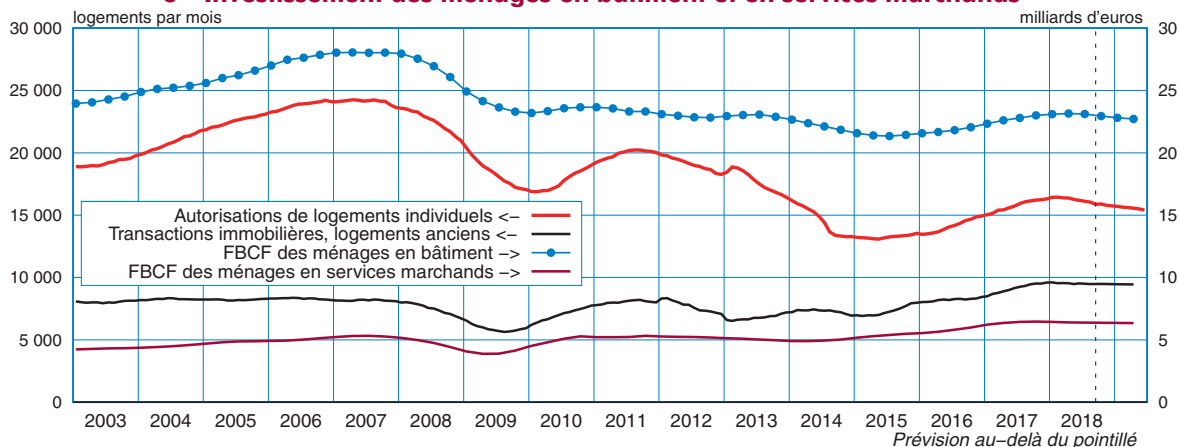
Au troisième trimestre 2018, l'investissement des ménages s'est replié pour la première fois depuis le troisième trimestre 2015 (-0,1 % après 0,1 %). Au quatrième trimestre, il se replierait de nouveau (-0,5 %). En effet, la chute des ventes de maisons neuves fin 2017 a entraîné une baisse du nombre de permis de construire de logements individuels, qui se traduirait par une baisse de la production de logements individuels en fin d'année. De plus, le nombre de transactions immobilières dans l'ancien a atteint des niveaux record en 2017 et ne progresserait pas davantage en 2018 et 2019. En moyenne annuelle, l'investissement des ménages ralentirait nettement en 2018 (+1,5 % après +5,6 %) et diminuerait au premier semestre : l'acquis de croissance annuelle de l'investissement des ménages s'établirait à -1,0 % mi-2019. ■

2 - Taux d'épargne et variations de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



Source : Insee

3 - Investissement des ménages en bâtiment et en services marchands



* : FBCF : formation brute de capital fixe, aux prix de l'année précédente chaînés

** : DR+ : dates réelles estimées

Note : les transactions immobilières sont cumulées sur 12 mois (en centaine)

Sources : Insee, SDES et CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales